
1^{er} août 2018

Observations écrites de la Foundation for Environmental Stewardship liées aux consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2019

Recommandation : Que le gouvernement fournisse un financement annuel de 10 000 000 \$ pour mobiliser les Canadiens pour définir une vision collective pour un avenir propre par l'entremise de la société civile, des associations industrielles et des administrations locales.

Contexte

En partenariat avec 23 entités des Nations Unies, la Foundation for Environmental Stewardship (FES)¹ a mobilisé plus de 5 900 jeunes Canadiens de 77 universités et collèges afin de promouvoir et de mettre en œuvre localement les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies grâce à 32 formations sur des campus partout au Canada.

Nous dirigeons également le *Projet de 3 %*, qui mobilise 1 000 000 de jeunes Canadiens, soit 3 % de la population canadienne, dans le cadre de quatre tournées nationales qui prévoient des visites de 600 écoles secondaires. Soixante-dix pour cent du parcours des tournées se déroule dans des collectivités autochtones et rurales de moins de 100 000 habitants. Le *Projet de 3 %* propose une éducation adaptée aux jeunes sur les solutions climatiques, sous le thème *L'avenir que nous voulons*, dans le contexte holistique des Objectifs de développement durable et de la quatrième révolution industrielle. Les élèves définissent, analysent et élaborent des solutions au plus grand défi de leur collectivité en matière de développement durable, en exerçant leurs aptitudes en résolution de problèmes pour en faire une compétence de base de notre génération.

Nous avons rencontré de jeunes Canadiens, dans leurs collectivités, disséminées d'un océan à l'autre, dans toute leur diversité. À l'issue de ces conversations, la FES formule une recommandation aux fins des consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2019.

Justification

« Quand tu veux construire un bateau, ne commence pas par rassembler du bois, couper des planches et distribuer du travail, mais réveille au sein des hommes le désir de la mer grande et belle. »

Antoine de Saint-Exupéry, auteur de *Le Petit Prince*

« ... le sentiment public est tout. Avec le sentiment public, rien ne peut échouer; sans lui, rien ne peut réussir. Ainsi, celui qui façonne le sentiment public va plus loin que celui qui édicte des lois ou qui rend des décisions. Il rend les lois et les décisions possibles ou impossibles à exécuter. »

[TRADUCTION]

Abraham Lincoln, 16^e Président des États-Unis d'Amérique

La transition vers un avenir propre, décarbonisé et électrifié, est un parcours économique inévitable qui offre d'énormes occasions économiques que le Canada doit saisir. Le signal a été donné il y a déjà plusieurs décennies. La question n'est pas de savoir si nous devrions faire la

¹ La Foundation for Environmental Stewardship (FES) est une organisation de développement durable dirigée par des jeunes au service des jeunes. La FES est une société canadienne sans but lucratif dont le numéro d'organisme de bienfaisance enregistré est « 8014307 RR0001 ». Elle est accréditée par les Nations Unies et jouit d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies. Notre mission est de créer un avenir plus inclusif, équitable et durable par la responsabilisation des jeunes. Nous désirons cultiver chez chaque jeune en développement la capacité de faire des choix personnels et professionnels qui tiennent compte de l'impact humain sur l'environnement pour favoriser un avenir durable.

transition vers un avenir propre pour assurer la compétitivité économique du Canada sur le marché mondial, mais bien de déterminer avec quel empressement.

L'image qui suit représente bien ce qu'on entend par avenir propre. Louise est parfaitement à l'heure au travail ce matin, après avoir commandé l'arrivée de sa voiture électrique avec un téléphone intelligent. Elle y prend place, abaisse la fenêtre de la voiture, respire à pleins poumons l'air propre et profite de sa balade matinale. Tandis que le réseau intelligent écoénergétique alimente le véhicule, son esprit vagabonde, non pas en s'inquiétant de la facture d'électricité de plus en plus élevée qui l'attend à la fin du mois, mais bien en pensant aux tâches du jour qui l'attendent.

Malheureusement, la plupart des Canadiens ont de la difficulté à visualiser un avenir propre². Ce manque de vision contribue grandement à l'utilisation de l'argent noir des sociétés de combustibles fossiles qui mine de façon perverse les processus civiques et démocratiques. L'abandon rapide des combustibles fossiles empêcherait la production de dizaines de milliards de dollars et la réalisation de centaines de milliards de bénéfices à partir des ressources de combustibles fossiles. Les personnes qui exercent des responsabilités fiduciaires pour maximiser le rendement des investissements des actionnaires des entreprises de combustibles fossiles sont par conséquent tenues par la loi de prendre toutes les mesures en leur pouvoir, notamment par des opérations de relations publiques, de la publicité, des contributions électorales et de la désinformation populaire planifiée³, pour bloquer ou retarder les mesures efficaces d'investissement dans l'avenir économique du Canada.

Bien qu'il soit manifestement impossible de comptabiliser avec exactitude ces dépenses secrètes, un article⁴ montre qu'en 2012 et 2013, divers groupes de défense revendiquant l'utilisation des combustibles fossiles ont dépensé plus de 10 millions de dollars en publicités de toutes sortes. L'ancien gouvernement fédéral a également dépensé 16,5 millions de dollars pour ses publicités sur le « développement responsable des ressources », en 2013 seulement. Ainsi, nous nous retrouvons avec un pays dans lequel on ment aux citoyens et on les laisse dans la confusion.

Les cadres stratégiques durables ne vont pas à l'encontre de la volonté populaire. Ainsi, une vision collective d'un avenir propre devient une condition préalable à l'adoption de politiques à la mesure des ambitions de l'Accord de Paris. N'empêche, les Canadiens sont divisés sur les mesures climatiques qui correspondent aux ambitions de l'Accord de Paris. Tandis que 79 % des Canadiens croient que la planète se réchauffe, seulement 44 % croient que le réchauffement est principalement attribuable à des activités humaines⁵.

L'enquête de 2018 de la Commission de l'écofiscalité sur la perception de la tarification du carbone a également révélé une profonde confusion quant à la tarification du carbone. Même parmi ceux qui s'entendent pour dire que les changements climatiques sont principalement

² <https://ecofiscal.ca/reports/clearing-air-carbon-pricing-helps-canada-fight-climate-change/>.

³ Pratique consistant à masquer les commanditaires d'un message ou d'une organisation (p. ex. politique, publicité, religion ou relations publiques) pour donner l'impression qu'il provient d'un ou de plusieurs membres de la base populaire et qu'il est appuyé par eux.

⁴ <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/big-oils-push-to-move-the-mushy-middle/article12464590/>.

⁵ <http://environment.yale.edu/ycom/canada/2016/>.

causés par des activités humaines, seulement les deux tiers estiment que la tarification du carbone est le meilleur moyen de réduire les émissions de carbone, et moins de la moitié d'entre eux peuvent affirmer en toute confiance qu'ils savent ce qu'est réellement la tarification du carbone. Plus de la moitié des Canadiens des provinces qui ont déjà des instruments de tarification du carbone ont admis qu'ils n'en connaissaient pas l'existence.

Comment pouvons-nous nous attendre à ce que les gens paient pour une transition dont les avantages ne sont pas clairs?

Explications

Le gouvernement du Canada s'est déjà engagé à informer le public des avantages d'un avenir propre pour assurer la compétitivité du Canada dans les domaines des changements climatiques, d'une économie propre et du développement durable. Ces engagements ont été pris dans le cadre de l'article 12 de l'Accord de Paris, de la cible 4.7 des objectifs de développement durable des Nations Unies, dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, pour ne nommer que ceux-ci.

Les organismes sans but lucratif peuvent organiser des assemblées publiques réunissant divers intervenants des collectivités locales, élaborer des programmes d'études pour les étudiants, offrir du perfectionnement professionnel aux enseignants et sensibiliser les conseillers, les législateurs et les parlementaires aux avantages qu'offre un avenir propre.

Les associations industrielles peuvent mieux faire connaître les avantages des bâtiments écologiques, des dispositifs écoénergétiques et des outils de mesure, et des matériaux d'isolation des toits, des tuyaux et des murs qui permettent de réaliser des économies. Elles peuvent renseigner les concessionnaires automobiles sur les avantages des véhicules électriques et organiser des foires commerciales et des conférences pour mettre en valeur les technologies canadiennes de pointe.

Les gouvernements locaux peuvent informer le public sur les avantages des programmes existants qui favorisent un avenir propre, rappeler aux citoyens comment ils peuvent profiter des avantages d'un avenir propre et rendre compte au public sur la façon dont ils assurent la compétitivité économique du Canada en se mobilisant pour un avenir propre.

Par conséquent, nous demandons au gouvernement canadien de fournir un financement annuel de 10 000 000 \$ pour mobiliser les Canadiens afin qu'ils puissent définir une vision collective pour un avenir propre par l'entremise de la société civile, des associations industrielles et des administrations locales.

Personne-ressource

Steve S.J. Lee, directeur général

steve@FESplanet.org

416-786-8938